

prérogative du gouvernement édictées par le décret numéro 1488-96 du 4 décembre 1996 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

Pour les fins du calcul de l'allocation de transition, la notion de service continu à l'article 136 du Règlement sur certaines conditions de travail applicables aux hors-cadres des régies régionales et des établissements publics de santé et de services sociaux édicté par le décret numéro 1217-96 du 25 septembre 1996, compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées, s'applique.

**8.** Toute entente verbale non incluse au présent document est nulle.

Toute entente verbale ou écrite convenue entre monsieur Tanguay et tout employeur du secteur de la santé et des services sociaux non incluse au présent document est également nulle.

À compter de la date d'entrée en fonction de monsieur Tanguay à titre de membre du conseil d'administration et président-directeur général de la Régie, les présentes conditions d'emploi remplacent qui lui étaient applicables auparavant à moins que le troisième alinéa de l'article 5.1 ou le deuxième alinéa de l'article 5.3 s'applique à monsieur Tanguay durant la première année du présent mandat.

## 9. SIGNATURES

MARC TANGUAY

GILLES R. TREMBLAY,  
*secrétaire général associé*

38777

Gouvernement du Québec

### Décret 827-2002, 26 juin 2002

CONCERNANT la nomination de madame Nicole Demers comme membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord

ATTENDU QU'en application de l'article 339 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2), la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord a été créée en vertu du décret numéro 1816-91 du 18 décembre 1991;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 397 de cette loi, remplacé par l'article 65 du chapitre 24 des lois de 2001, le conseil d'administration de cette régie régionale est composé de seize membres nommés par le gouvernement, dont le président-directeur général de la régie régionale, après consultation des autres membres du conseil d'administration;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 399 de cette loi, remplacé par l'article 71 du chapitre 24 des lois de 2001, le mandat du président-directeur général de la régie régionale est d'une durée d'au plus cinq ans et à l'expiration de son mandat, il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau;

ATTENDU QU'en vertu du second alinéa de l'article 400 de cette loi, introduit par l'article 72 du chapitre 24 des lois de 2001, le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 413.1 de cette loi, introduit par l'article 78 du chapitre 24 des lois de 2001, le président-directeur général exerce ses fonctions à temps plein;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 118 de la Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (2001, c. 24), le premier conseil d'administration d'une régie régionale, en application des dispositions édictées par l'article 65 de cette loi, est réputé formé lorsque les membres visés aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> de l'article 397 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, remplacé par cet article 65, ont été nommés par le gouvernement;

ATTENDU QUE les membres du conseil d'administration de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord, visés aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> de l'article 397 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux remplacé par l'article 65 du chapitre 24 des lois de 2001, ont été nommés par le décret numéro 1580-2001 du 19 décembre 2001;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 120 du chapitre 24 des lois de 2001, la personne qui, au moment où le premier conseil d'administration d'une régie régionale est réputé formé conformément au deuxième alinéa de l'article 118 de cette loi, occupe le poste de directeur général de cette régie régionale continue d'occuper ce poste jusqu'à ce que le gouvernement procède à la nomination du président-directeur général de la régie régionale;

ATTENDU QU'il y a lieu de pourvoir le poste de président-directeur général de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord;

ATTENDU QUE la consultation requise par la loi a été effectuée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux et ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE madame Nicole Demers, directrice des programmes sociaux de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord, soit nommée membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale de cette Régie pour un mandat de cinq ans à compter du 2 juillet 2002, aux conditions annexées.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JEAN ST-GELAIS

## **Conditions d'emploi de madame Nicole Demers comme membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord**

Aux fins de rendre explicites les considérations et conditions de la nomination faite en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) modifiée par le chapitre 24 des lois de 2001

### **1. OBJET**

Le gouvernement du Québec nomme madame Nicole Demers, qui accepte d'agir à titre exclusif et à temps plein, comme membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord, ci-après appelée la Régie.

À titre de présidente-directrice générale, madame Demers est chargée de l'administration des affaires de la Régie dans le cadre des lois et des règlements ainsi que des règlements et politiques adoptés par la Régie pour la conduite de ses affaires.

Madame Demers remplit ses fonctions au bureau de la Régie à Baie-Comeau.

### **2. DURÉE**

Le présent engagement commence le 2 juillet 2002 pour se terminer le 1<sup>er</sup> juillet 2007, sous réserve des dispositions de l'article 5.

### **3. RÉMUNÉRATION**

La rémunération de madame Demers comprend le salaire et la contribution de l'employeur aux régimes de retraite et d'assurances.

#### **3.1 Salaire**

À compter de la date de son engagement, madame Demers reçoit un salaire versé sur la base annuelle de 100 756 \$.

Ce salaire sera révisé selon la politique applicable aux dirigeants d'organismes et arrêtée par le gouvernement.

#### **3.2 Régimes d'assurance**

Madame Demers participe aux régimes d'assurance collective du personnel d'encadrement des secteurs public et parapublic du Québec.

Si une invalidité donnant droit à l'assurance-salaire survient au cours du mandat, les prestations prévues par les régimes d'assurance-salaire de courte et de longue durée sont payables et l'exonération des cotisations aux régimes d'assurance et de retraite s'applique tant que dure la période d'invalidité, et ce, même si le mandat se termine pendant cette période.

#### **3.3 Régime de retraite**

Madame Demers participe au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) adopté par le décret numéro 245-92 du 26 février 1992 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées. Madame Demers participe également au régime de prestations supplémentaires adopté par le décret numéro 461-92 du 1<sup>er</sup> avril 1992 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées, en tant qu'employée qui n'est pas visée par l'annexe I de ce décret.

### **4. AUTRES DISPOSITIONS**

#### **4.1 Frais de représentation**

La Régie remboursera à madame Demers, sur présentation de pièces justificatives, les dépenses occasionnées par l'exercice de ses fonctions jusqu'à concurrence d'un

montant annuel de 2 415 \$ conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 1308-80 du 28 avril 1980 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées. Ce montant pourra être ajusté de temps à autre par le gouvernement.

#### **4.2 Frais de voyage et de séjour**

Pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, madame Demers sera remboursée conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées. De plus, les voyages à l'extérieur du Québec sont régis par la Directive du Conseil du trésor concernant les frais de déplacement à l'extérieur du Québec.

#### **4.3 Vacances**

À compter de la date de son entrée en fonction, madame Demers a droit à des vacances annuelles payées de vingt-cinq jours ouvrables, le nombre de jours étant calculé en proportion du temps qu'elle a été en fonction au cours de l'année financière.

Le report de vacances annuelles en tout ou en partie, lorsqu'il est impossible de les prendre au cours de l'année, doit être autorisé par le secrétaire général associé aux Emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif.

### **5. TERMINAISON**

Le présent engagement prend fin à la date stipulée à l'article 2, sous réserve toutefois des dispositions qui suivent:

#### **5.1 Démission**

Madame Demers peut démissionner de son poste de membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale de la Régie, sans pénalité, après avoir donné un avis écrit de trois mois.

Copie de l'avis de démission doit être transmise au secrétaire général associé aux Emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif.

Si madame Demers démissionne de son poste de membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale de la Régie durant la première année du présent mandat, elle continuera d'être régie par le Règlement sur certaines conditions de travail applicables aux ca-

dres des régies régionales et des établissements de santé et de services sociaux édicté par le décret numéro 1218-96 du 25 septembre 1996 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

#### **5.2 Destitution**

Madame Demers consent également à ce que le gouvernement révoque en tout temps le présent engagement, sans préavis ni indemnité, pour raisons de malversation, maladministration, faute lourde ou motif de même gravité, la preuve étant à la charge du gouvernement.

#### **5.3 Résiliation**

Le présent engagement peut être résilié en tout temps par le gouvernement sous réserve d'un préavis de trois mois.

Si l'engagement est résilié durant la première année du présent mandat, madame Demers continuera d'être régie par le Règlement sur certaines conditions de travail applicables aux cadres des régies régionales et des établissements de santé et de services sociaux édicté par le décret numéro 1218-96 du 25 septembre 1996 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

Si l'engagement est résilié après la première année du présent mandat, le gouvernement versera à madame Demers les montants qui lui sont dus pour la période au cours de laquelle elle a travaillé et, le cas échéant, une allocation de départ aux conditions et suivant les modalités déterminées à l'article 10 des Politiques relatives à la gestion des titulaires d'un emploi supérieur nommés à la prérogative du gouvernement édictées par le décret numéro 1488-96 du 4 décembre 1996 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

Pour les fins du calcul de l'allocation de départ prévue à l'alinéa précédent, la notion de service continu à l'article 129.6 du Règlement sur certaines conditions de travail applicables aux cadres des régies régionales et des établissements de santé et de services sociaux édicté par le décret numéro 1218-96 du 25 septembre 1996, compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées, s'applique.

#### **5.4 Échéance**

À la fin de son mandat, madame Demers demeure en fonction jusqu'à ce qu'elle soit remplacée ou nommée de nouveau.

## 6. RENOUVELLEMENT

Tel que prévu à l'article 2, le mandat de madame Demers se termine le 1<sup>er</sup> juillet 2007. Dans le cas où le ministre responsable a l'intention de recommander au gouvernement le renouvellement de son mandat à titre de membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale de la Régie, il l'en avisera au plus tard six mois avant l'échéance du présent mandat.

## 7. ALLOCATION DE TRANSITION

À la fin de son mandat de membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale de la Régie, madame Demers recevra, le cas échéant, une allocation de transition aux conditions et suivant les modalités déterminées à l'article 13 des Politiques relatives à la gestion des titulaires d'un emploi supérieur nommés à la prérogative du gouvernement édictées par le décret numéro 1488-96 du 4 décembre 1996 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

Pour les fins du calcul de l'allocation de transition, la notion de service continu à l'article 129.6 du Règlement sur certaines conditions de travail applicables aux cadres des régies régionales et des établissements de santé et de services sociaux édicté par le décret numéro 1218-96 du 25 septembre 1996, compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées, s'applique.

**8.** Toute entente verbale non incluse au présent document est nulle.

Toute entente verbale ou écrite convenue entre madame Demers et tout employeur du secteur de la santé et des services sociaux non incluse au présent document est également nulle.

À compter de la date d'entrée en fonction de madame Demers à titre de membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale de la Régie, les présentes conditions d'emploi remplacent celles qui lui étaient applicables auparavant à moins que le troisième alinéa de l'article 5.1 ou le deuxième alinéa de l'article 5.3 s'applique à madame Demers durant la première année du présent mandat.

## 9. SIGNATURES

---

NICOLE DEMERS

---

GILLES R. TREMBLAY,  
*secrétaire général associé*

Gouvernement du Québec

## Décret 828-2002, 26 juin 2002

CONCERNANT la nomination de monsieur Pierre Portelance comme membre du conseil d'administration et président-directeur général de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

ATTENDU QU'en application de l'article 339 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2), la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a été créée en vertu du décret numéro 1818-91 du 18 décembre 1991 modifié par le décret numéro 233-93 du 24 février 1993;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 397 de cette loi, remplacé par l'article 65 du chapitre 24 des lois de 2001, le conseil d'administration de cette régie régionale est composé de seize membres nommés par le gouvernement, dont le président-directeur général de la régie régionale, après consultation des autres membres du conseil d'administration;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 399 de cette loi, remplacé par l'article 71 du chapitre 24 des lois de 2001, le mandat du président-directeur général de la régie régionale est d'une durée d'au plus cinq ans et à l'expiration de son mandat, il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau;

ATTENDU QU'en vertu du second alinéa de l'article 400 de cette loi, introduit par l'article 72 du chapitre 24 des lois de 2001, le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 413.1 de cette loi, introduit par l'article 78 du chapitre 24 des lois de 2001, le président-directeur général exerce ses fonctions à temps plein;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 118 de la Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (2001, c. 24), le premier conseil d'administration d'une régie régionale, en application des dispositions édictées par l'article 65 de cette loi, est réputé formé lorsque les membres visés aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> de l'article 397 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, remplacé par cet article 65, ont été nommés par le gouvernement;